

PharmaNews

Lettre hebdomadaire de pharmacie.ma



**Fermetures définitives des pharmacies :
Une menace pour l'avenir du secteur
et pour l'accès aux soins !**

- Chronique
- Revue de presse
- Nouveau au Maroc
- Prochainement

Nous écrire

Chronique

Fermetures définitives des pharmacies : Une menace pour l'avenir du secteur et pour l'accès aux soins !

Par Abderrahim Derraji, Docteur en pharmacie

Le secteur pharmaceutique en Europe traverse une crise sans précédent, marquée par des fermetures de pharmacies qui s'intensifient, notamment en France et au Royaume-Uni, mais aussi en Allemagne, en Espagne et en Italie. Cette situation soulève de sérieuses inquiétudes quant à l'avenir de l'accès aux soins et à la pérennité des pharmacies.

En France, des données récentes montrent qu'environ 10% des pharmacies pourraient fermer d'ici 2025, selon le Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. Le contexte économique, marqué par une réduction des marges bénéficiaires et une forte pression concurrentielle, exacerbe cette crise. Au Royaume-Uni, un rapport de «Pharmacy Voice» indique qu'environ 30% des pharmacies communautaires risquent de disparaître dans les cinq prochaines années si des mesures de soutien ne sont pas prises.

En Allemagne, la situation est tout aussi préoccupante. Selon une étude de l'Association allemande des pharmaciens (ABDA), près de 6.000 pharmacies ont fermé leurs portes au cours des dix dernières années. La baisse des marges, combinée aux coûts d'exploitation élevés et à la concurrence croissante des pharmacies en ligne et des chaînes de distribution, a poussé de nombreuses officines à la faillite.

L'Espagne n'est pas en reste. En 2022, le ministère de la Santé a rapporté que près de 3% des pharmacies espagnoles avaient cessé leurs activités. Ce phénomène est particulièrement visible dans les zones rurales, où l'accès aux soins devient de plus en plus difficile. Les pharmaciens font face à des défis similaires : des charges administratives croissantes, une pression sur les prix des médicaments et des retards de paiement des assureurs.

En Italie, la crise est également palpable. Selon une enquête menée par le Syndicat national des pharmaciens, 1.500 pharmacies ont fermé leurs portes en 2023, en grande partie en raison de la pression économique et des transformations du marché. L'essor des médicaments en ligne et des services de livraison a modifié la dynamique du secteur, créant un environnement peu favorable aux petites pharmacies.

La fermeture de pharmacies a des répercussions profondes sur la santé publique. Moins de pharmacies signifie un accès réduit aux médicaments essentiels, en particulier dans les zones rurales



et les régions moins desservies. Cela compromet également l'accès à des services de santé préventifs tels que les vaccinations, la gestion des maladies chroniques et les conseils sur les médicaments. Les patients pourraient être contraints de se tourner vers des hôpitaux ou des cliniques, augmentant ainsi la pression sur des systèmes de santé déjà surchargés.

Au Maroc, les déboires des pharmaciens ne datent pas d'aujourd'hui. Rien n'a été fait pour leur venir en aide ; au contraire, des décisions ont été prises sans évaluation sérieuse de leur impact sur le secteur, comme le décret de fixation des prix des médicaments qui a engendré un nivellement à la baisse des prix lors de sa mise en application. Ces baisses affectent directement les revenus des pharmaciens, aggravées par le non-respect du circuit légal des produits de santé, le dirigisme et la désorganisation des horaires. La rémunération des pharmaciens à travers deux marges et deux forfaits, ainsi que l'absence d'honoraires et d'indemnités, ne leur permet pas de compenser les baisses récurrentes des prix.

Les instances professionnelles estiment le pourcentage de pharmacies en difficulté à 30%, mais ce chiffre est probablement sous-estimé. Dans certains quartiers quasi inhabités, un grand nombre de pharmacies ont vu le jour, certaines devenant un véritable fardeau pour leurs familles, qui n'ont d'autre choix que de les soutenir matériellement.

Sans aucun doute, les pays européens vont tout faire pour éviter les déserts pharmaceutiques, notamment en accordant des subventions pour soutenir les pharmacies en difficulté, en réformant la réglementation des prix des médicaments pour rendre les pharmaciens moins vulnérables aux baisses de prix, et en aidant les officines à mettre en place une digitalisation efficiente. En revanche, même si les pharmaciens et leurs équipes jouent un rôle essentiel dont on peut difficilement se passer au Maroc, la profession est livrée à elle-même et aucune mesure n'a été adoptée pour soutenir les pharmaciens.

En conclusion, la fermeture des pharmacies est un problème complexe qui nécessite une attention urgente. Si des actions ne sont pas entreprises rapidement, nous risquons de voir un effondrement du réseau pharmaceutique, ce qui nuira à l'accès aux soins pour des millions de patients. La pérennité des pharmacies est en jeu, et il est primordial d'agir maintenant pour préserver ce pilier essentiel du système de santé.

Sources :

- Conseil national de l'Ordre des pharmaciens. «Rapport sur l'état des pharmacies en France» - Ce rapport fournit des données sur la fermeture des pharmacies et les défis auxquels elles font face. Lien vers le site de l'Ordre des pharmaciens.
- Pharmacy Voice. «The Future of Community Pharmacy» - Ce rapport discute des défis que rencontrent les pharmacies communautaires au Royaume-Uni et des prévisions concernant leur pérennité. Lien vers Pharmacy Voice.
- ABDA (Association allemande des pharmaciens). «Statistiques sur les pharmacies en Allemagne» - L'ABDA publie régulièrement des statistiques sur le nombre de pharmacies et les tendances du marché. Lien vers ABDA.
- Ministère de la Santé espagnol. «Rapport sur la santé publique et les pharmacies» - Ce rapport fournit des informations sur la situation des pharmacies en Espagne et les impacts sur la santé publique. Lien vers le ministère de la Santé.
- Syndicat national des pharmaciens. «Rapport sur la fermeture des pharmacies en Italie» - Cette enquête détaille les fermetures de pharmacies et les défis économiques. Lien vers le syndicat.

REVUE DE PRESSE

Pénuries en médicaments : Le modèle canadien pourrait inspirer les États-Unis

Les États-Unis, confrontés à des ruptures fréquentes de médicaments, s'intéressent de près au modèle canadien de gestion des pénuries, reconnu pour son efficacité. Ce modèle repose sur des pratiques proactives et une gestion centralisée qui contribuent à maintenir un approvisionnement stable en médicaments essentiels, même en période de crise.

Le modèle canadien se distingue par une surveillance continue et une communication transparente. Le Canada utilise un système centralisé pour surveiller les stocks de médicaments, ce qui permet de repérer rapidement les signes précurseurs de pénuries en détectant les tendances de baisse de stocks. Les autorités collaborent étroitement avec les fabricants, les distributeurs et les pharmacies pour anticiper les risques de rupture de stock. Des alertes publiques sont émises en cas de risque, assurant ainsi une communication ouverte avec les professionnels de santé et le public.

Le Canada encourage également les distributeurs et les fabricants à maintenir des réserves pour certains médicaments essentiels. Ces réserves permettent de faire face à des augmentations de demande imprévues ou à des retards de production. Par exemple, pour certains vaccins à forte demande durant l'hiver, les autorités peuvent demander une augmentation temporaire des stocks afin de prévenir des ruptures.

Le système de santé canadien mobilise le gouvernement fédéral, les autorités provinciales, les hôpitaux et les pharmacies dans la gestion des pénuries. Cette collaboration garantit une répartition efficace des ressources et une réponse rapide pour minimiser l'impact des ruptures de stock sur les patients.

Par ailleurs, en cas de pénurie nationale, le Canada est en mesure d'importer rapidement des médicaments de remplacement depuis d'autres pays. Cette mesure d'urgence permet aux patients de ne pas interrompre leurs traitements lorsque la production locale est temporairement insuffisante.

Les autorités canadiennes publient régulièrement des rapports sur les niveaux de stock de médicaments, favorisant ainsi une meilleure anticipation des risques de pénurie. Cette transparence crée un climat de confiance et permet aux professionnels de santé et au public de se préparer aux éventuelles ruptures.

Aux États-Unis, où les ruptures de stock sont courantes,

notamment pour les médicaments essentiels, les experts estiment que l'adoption du modèle canadien pourrait permettre d'optimiser la gestion de l'approvisionnement en médicaments, en particulier en période de crise. L'approche proactive et coordonnée du Canada pourrait inspirer une réforme aux États-Unis visant à renforcer la sécurité et la résilience de l'approvisionnement en médicaments, rendant ainsi les traitements plus accessibles pour les patients américains.

Source : The New York Times.

Vers une réduction des coûts de santé : Medicare prend les rênes sur la négociation des prix des médicaments

Dès 2026, «Medicare», le programme public de santé américain, pourra négocier directement le prix de certains médicaments coûteux. Cette réforme marque une rupture avec les pratiques passées, car «Medicare» n'avait auparavant pas le pouvoir de négocier les prix des médicaments auprès des fabricants. Grâce à l'Inflation Reduction Act (IRA), «Medicare» pourra cibler les médicaments dont les coûts sont élevés pour les patients et le système de santé. Cette initiative vise à réduire les dépenses de santé, notamment pour les médicaments coûteux souvent utilisés pour traiter des maladies chroniques comme le cancer et le diabète.

La première phase de cette initiative débutera en 2026 et concernera dix médicaments parmi les plus coûteux du programme «Medicare». Ces médicaments ont été sélectionnés en fonction de leur impact sur les dépenses globales de «Medicare» et de leur fréquence d'utilisation par les malades. Les médicaments concernés seront annoncés à l'avance, laissant le temps aux fabricants de se préparer aux discussions de prix.

«Medicare» prévoit, ensuite, d'élargir progressivement le nombre de médicaments concernés par cette négociation de prix. Dès 2027, dix médicaments supplémentaires seront ciblés par les baisses, avec un objectif de vingt médicaments par an à partir de 2029. Cette approche vise à élargir l'impact économique de la réforme et à inclure les médicaments récents ou innovants, qui représentent souvent une part importante des coûts de santé.

Actuellement, les médicaments coûteux représentent une charge significative pour les patients et «Medicare». Avec cette réforme, «Medicare» espère diminuer le reste à charge des patients. Selon les estimations, la réduction des prix pourrait économiser des milliards de dollars au système de santé américain, rendant les traitements essentiels plus accessibles.

Les médicaments ciblés doivent répondre à certains critères : ils doivent être coûteux, sans alternatives génériques disponibles, et représenter une part importante des dépenses de «Medicare». Les

négociations seront menées avec les fabricants en vue d'un accord sur un prix «juste et équitable». Ce prix sera basé sur divers facteurs, notamment l'impact clinique du médicament, son coût de production et le besoin qu'il comble pour les patients de «Medicare».

Cette réforme a été bien accueillie par les groupes de patients. En revanche, certains acteurs de l'industrie pharmaceutique s'inquiètent de son impact sur l'innovation. Ils craignent que la baisse de revenus potentiels pour certains médicaments n'affecte les budgets de Recherche & Développement. Des discussions sont en cours pour trouver un équilibre entre la réduction des coûts et le soutien à l'innovation.

Cette réforme est perçue comme un modèle pour de futures politiques de santé publique. En réduisant les dépenses de «Medicare» et en permettant aux patients d'accéder à des médicaments coûteux à des tarifs plus abordables, cette initiative pourrait poser les bases d'une réforme plus large visant l'ensemble des secteurs de soins de santé. Elle pourrait également inspirer d'autres régimes d'assurance santé, privés comme publics, à adopter des pratiques de négociation similaires.

Ainsi, la possibilité pour «Medicare» de négocier les prix des médicaments représente une avancée significative, avec des impacts positifs attendus pour des millions de patients. L'élargissement progressif de cette mesure et ses objectifs d'accessibilité visent à alléger le fardeau financier des médicaments pour les bénéficiaires de «Medicare», tout en créant une approche plus durable pour le système de santé américain.

Source : kffhealthnews.org

Scandale de fixation des prix des médicaments : Apotex et Heritage Pharmaceuticals pénalisés pour leurs pratiques anticoncurrentielles

À la suite d'une enquête approfondie sur les pratiques de fixation des prix dans l'industrie des médicaments génériques, Apotex et Heritage Pharmaceuticals ont récemment accepté de payer 49 millions de dollars dans le cadre d'un différend concernant des accusations de pratiques anticoncurrentielles. Cette décision intervient après une enquête qui a mis en lumière des comportements illicites ayant impacté le marché des médicaments génériques.

L'enquête a été initiée pour examiner les allégations selon lesquelles Apotex et Heritage auraient collaboré avec d'autres entités afin d'augmenter artificiellement les prix des médicaments, nuisant ainsi aux consommateurs et au système de santé dans son ensemble.

Les accusations incluent des allégations de fixation de prix, où les entreprises auraient convenu de maintenir ou d'augmenter les prix de certains médicaments pour maximiser leurs profits. Ces actions

auraient non seulement conduit à une hausse des coûts pour les consommateurs, mais auraient également entravé la concurrence sur le marché des médicaments génériques. De telles pratiques sont contraires aux lois antitrust, qui visent à protéger la concurrence et à garantir aux consommateurs des prix équitables.

Bien que la somme de 49 millions de dollars ne compense pas entièrement les pertes subies par les patients, elle envoie un message fort aux autres entreprises du secteur quant à l'importance de respecter les lois de concurrence. De plus, ce règlement pourrait encourager des enquêtes supplémentaires et des actions contre d'autres acteurs du marché susceptibles de s'engager dans des pratiques similaires.

En somme, ce règlement illustre les efforts croissants pour que l'industrie pharmaceutique opère de manière éthique et compétitive, protégeant ainsi les intérêts des patients et contribuant à un système de santé plus équitable.

Source : reuters.com

E-Health à Casablanca : Innovations et perspectives pour la santé numérique en Afrique



Le Salon E-Health s'est tenu, les 30 et 31 octobre, à l'Université Mohammed VI des sciences et de la santé à Casablanca. Cette édition organisée par la Fondation Mohammed VI des sciences et de la santé et le Centre d'innovation en e-Santé de l'Université Mohammed V de Rabat, en partenariat avec le ministère de la Santé et de la protection sociale, a réuni des experts de la santé numérique et des technologies de l'information pour discuter des innovations et des solutions numériques pour le secteur de la santé au Maroc et en Afrique. Organisé autour de conférences, d'ateliers, et d'expositions, l'événement a attiré des professionnels de la santé, des décideurs politiques, des entrepreneurs en technologie et des investisseurs, tous intéressés par l'impact des technologies de l'information et de la communication (TIC) sur la santé.

Plusieurs sessions ont été dédiées aux applications de la télémédecine, permettant un accès aux soins dans les zones éloignées, et aux nouveaux outils basés sur l'intelligence artificielle (IA) pour le diagnostic, la gestion des données de santé, et l'amélioration des parcours de soins.

En ce qui concerne le dossier médical numérique, les intervenants s'accordent sur l'importance d'une meilleure interopérabilité des systèmes de santé pour faciliter l'accès aux dossiers médicaux électroniques (DME) et améliorer la continuité des soins entre différents établissements.

La sécurité des données de santé a également été abordée, avec des experts partageant les meilleures pratiques pour sécuriser les informations personnelles des patients.

L'événement a également mis en avant des innovations locales adaptées aux besoins spécifiques du continent africain, avec une attention particulière portée aux start-ups de santé numérique qui proposent des solutions abordables et facilement accessibles. Les discussions ont porté sur le potentiel de la e-santé pour répondre aux défis du système de santé marocain, tel que le manque de ressources humaines dans certaines régions, et pour intégrer des pratiques innovantes de soins. Les experts estiment que la transformation numérique peut jouer un rôle clé pour l'amélioration de l'accès aux soins, avec une collaboration accrue entre le public et le privé pour renforcer les infrastructures et les réglementations.

«En misant sur des outils performants et évolutifs, nous pourrions améliorer l'efficacité de notre système de santé et accroître notre capacité d'adaptation face aux urgences sanitaires, tout en assurant un accès équitable aux soins à tous les citoyens. Cette transition doit s'accompagner de la formation des professionnels pour garantir une maîtrise optimale de ces nouvelles technologies, mais également de la mise en place des infrastructures médicales adaptées aux besoins changeants de la population, sans oublier la gestion sécurisée des délais de la santé et l'interopérabilité entre

les systèmes», a indiqué Amine Tahraoui, ministre de la Santé et de la protection sociale

La deuxième édition du Salon a souligné la dynamique croissante autour de la santé numérique au Maroc, qui s'affirme comme un pôle innovant en Afrique pour les technologies de santé, avec une orientation vers une prise en charge plus rapide, plus personnalisée et plus sûre des patients.

Le Maroc et la santé des migrants : Un modèle salué par l'OMS

Les 29 et 30 octobre 2024, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a salué, lors d'une conférence internationale à Fès, l'approche proactive du Maroc en matière de santé des migrants et des réfugiés. Selon Maryam Bigdeli, représentante de l'OMS au Maroc, cette vision inclusive, centrée sur le droit à la santé et l'accessibilité des soins, répond efficacement aux besoins de cette population vulnérable. Elle a exprimé sa satisfaction de voir le Maroc mettre en place des politiques visant à améliorer la prise en charge de ces groupes.

La conférence de Fès a rassemblé des représentants du ministère de la Santé, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), ainsi que des chercheurs de divers pays. Les participants y ont discuté des stratégies nationales de santé pour les migrants, basées sur les plans d'action globaux et régionaux de l'OMS. Ce projet, soutenu par le ministère des Affaires étrangères de la Finlande, s'inscrit dans un cadre régional destiné à promouvoir la santé et la protection des migrants en situation de vulnérabilité dans plusieurs pays de la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA).

Les défis abordés incluent la nécessité d'élaborer des politiques de santé adaptées aux spécificités culturelles et aux besoins psychologiques des migrants, ainsi que l'intégration de la santé mentale dans les soins de santé. Maryam Bigdeli a également souligné que ces politiques inclusives doivent reposer sur une approche multisectorielle, couvrant les six piliers du système de santé : le financement, la gouvernance, les services, l'information, les produits pharmaceutiques et les ressources humaines.

Enfin, la rencontre a permis un échange sur les bonnes pratiques dans la région MENA, en mettant en lumière le rôle crucial des universités pour développer des programmes fondés sur des données probantes. Cette coopération régionale et l'engagement du Maroc soulignent une avancée vers un accès équitable aux soins pour tous, y compris les migrants et les réfugiés.

Source : MAP

Source : MAP

PROCHAINEMENT!



LES JOURNÉES NATIONALES DE PHARMACIE CLINIQUE

MCCP Moroccan College of Clinical Pharmacy

LA PHARMACIE CLINIQUE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ DES SOINS

MIEUX ACCOMPAGNER NOS PATIENTS EN VILLE ET À L'HÔPITAL

SAVE THE DATE

06 ET 07 DÉCEMBRE 2024

RABAT

Date limite soumission des abstracts : **31 OCTOBRE 2024**

INFOS ET INSCRIPTION
www.mccp.ma
secretariat.mccp@gmail.com

LA PHARMACIE CLINIQUE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ DES SOINS

Le Moroccan College of Clinical Pharmacy (MCCP) est fier de vous inviter à son événement annuel incontournable, placé cette année sous le thème : "La Pharmacie Clinique au service de la sécurité des soins pour une meilleure prise en charge de nos patients."

Cet événement, qui se tiendra les 6 et 7 décembre 2024 à Rabat, réunira un large éventail de professionnels de la santé, notamment des pharmaciens hospitaliers, officinaux, chercheurs, industriels, et experts de renom. Ensemble, nous explorerons les avancées en matière de pharmacie clinique, avec pour objectif d'améliorer la qualité des soins et la prise en charge thérapeutique des patients en ville et à l'hôpital.

TROIS THÉMATIQUES MAJEURES SERONT ABORDÉES :

- **Gestion de la douleur** : Optimiser les protocoles de prise en charge de la douleur et la collaboration interprofessionnelle tout en minimisant les risques de mésusage des antalgiques, et promouvoir une gestion personnalisée et sécurisée pour chaque patient.
- **Antibiothérapie** : Renforcer la lutte contre l'antibiorésistance dans notre pays grâce à une connaissance de notre épidémiologie et des règles de prescription raisonnée, dans le cadre de soins hospitaliers et ambulatoires.
- **Oncologie** : Améliorer l'accompagnement pharmacothérapeutique des patients atteints de cancer, avec un accent sur la sécurité et l'efficacité des traitements oncologiques, ainsi que sur l'adhésion thérapeutique.

INSCRIPTION :

NOM *

PRÉNOM *

VOTRE EMAIL *

VOTRE TÉLÉPHONE

FONCTION *

Merci De Choisir une Option

Secteur *

PUBLIC

PRIVÉ

VILLE D'EXERCICE *

Merci de choisir une option

ABSTRACTS :

- **Soumission d'Abstracts** : Les abstracts doivent être soumis par e-mail. Veuillez les envoyer à l'adresse suivante : secretariat.mccp@gmail.com

PROCHAINEMENT!



MED EXPO

TANGER 2025

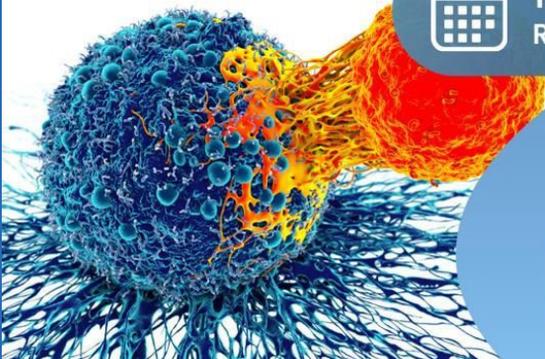
4ÈME ÉDITION

LE SALON MÉDITERRANÉEN
RÉFÉRENCE DE LA PHARMACIE

**ENSEMBLE POUR UNE MEILLEURE PRISE
EN CHARGE DE LA MALADIE CANCÉREUSE !**



17 - 18 JANVIER 2025
ROYAL TULIP CITY TANGER



NUMÉRO D'APPEL
+212666-662814

INSTALLER SIGMAPHARM



FACILACOM

Adresse:

N° 102 Appt n° 5
Wafa Mohammedia
Maroc

E-Mail:

info@pharmacies.ma

Archives

PharmaNews